

● (1540)

Le gouvernement a dit qu'il mettrait au point une stratégie industrielle pour faire de l'industrie le fer de lance du Canada; c'est tout le contraire qui va se produire.

A l'examen des faits, on pourrait conclure à bon droit que le gouvernement est carrément malhonnête. Toutefois, il a été prouvé récemment que ce n'est pas une question de malhonnêteté, mais d'incompétence. Ce n'est pas que les ministres du gouvernement Trudeau, qui se sont succédé en grand nombre au fil des années, étaient malhonnêtes à propos de la direction qu'ils voulaient imprimer au pays, mais plutôt que le premier ministre (M. Trudeau) et ses ministres n'avaient pas la compétence voulue pour exercer cette direction.

Beaucoup d'entre nous soupçonnions depuis longtemps que c'était le cas, mais un livre publié le mois dernier vient de confirmer cette impression. Le livre en question est intitulé «How Ottawa Decides—Planning and Industrial Policy-making, 1968-1980». Il porte donc commodément sur l'époque du gouvernement Trudeau. L'auteur est maintenant professeur à l'Université McGill, mais il a occupé pendant un certain nombre d'années un poste haut placé dans les services personnels du premier ministre, le bureau du Conseil privé. L'auteur décrit comment le premier ministre, son cabinet et son gouvernement s'y sont pris pour planifier l'accès au nirvâna, à l'Utopie que le Canada allait devenir avec l'arrivée au pouvoir de ce nouveau gourou fantastique qui nous dirige à l'heure actuelle.

M. French décrit le processus de décision complexe, hautement technique et ultra moderne mis en place par le premier ministre lorsqu'il a pris le pouvoir. Celui-ci a déclaré au parti libéral lors d'une conférence de presse qui a eu lieu en 1970, je crois, à Harrison Hot Springs, que nous ne serions plus comme de fragiles copeaux de bois à la merci du courant, que nous étions en mesure de contrôler notre avenir, que notre vision allait façonner l'avenir et que ce n'était qu'une question de planification poussée. Ils étaient raffinés. Il y avait un système de comités ministériels, un système pour le Conseil du Trésor, un processus spécial pour le budget des dépenses et un système de planification financière. Ces merveilleux systèmes se sont révélés totalement inefficaces d'après M. French, haut fonctionnaire qui a participé à leur élaboration et qui écrit maintenant à titre d'universitaire indépendant de tout parti politique.

M. French explique en particulier comment la stratégie industrielle du Canada a été victime du chaos institutionnalisé qui passait pour de la planification sous le régime Trudeau et comment, au lieu de bénéficier d'une stratégie industrielle cohérente et d'une politique économique adéquate, nous nous sommes retrouvés sous le règne du coup par coup et de l'opportunisme politique. La stratégie industrielle a été la grande perdante à ce jeu. Au lieu d'une politique cohérente, on nous a servi des mesures de circonstance du pire genre. Des décisions ont ou n'ont pas été prises à cause des exigences politiques à court terme, de l'influence de certains ministres, de l'imminence d'élections générales ou complémentaires, ou encore d'une léthargie pure et simple. On ne peut s'empêcher de penser à quel point le débat constitutionnel serait différent aujourd'hui au Canada si, au lieu de ce triste échec du

### *Développement économique*

gouvernement Trudeau sur le plan de la politique économique et de la politique industrielle, on avait mis au point et suivi une politique cohérente.

Le principal argument en faveur d'un gouvernement central fort, c'est que le gouvernement fédéral doit contrôler les grands leviers économiques de façon à gérer l'économie pour le bien commun. Le gouvernement fédéral dit, et personne ne le conteste, qu'il nous faut à tout le moins un marché commun pour être un pays. Il doit y avoir une juste répartition de la richesse du pays. Nos buts doivent coïncider. Nous devons travailler ensemble à des buts communs et nous devons nous présenter au reste du monde comme une entité forte et non comme une vague coalition de dix entités plus petites.

Personne ne conteste l'intérêt d'avoir ce genre de gouvernement central fort. Toutefois, quand on regarde ce qui s'est passé depuis dix ans, on arrive inévitablement à la conclusion que le gouvernement libéral ne sait pas ce qu'est une politique de développement économique nationale cohérente, ou du moins est incapable d'en mettre une au point; c'est pourquoi on hésite tellement à lui conférer plus de pouvoirs qu'il n'en a déjà.

Je sais que le premier ministre et ses défenseurs ont beaucoup de mal à comprendre ceux qui disent vouloir un Canada fort et uni mais ne peuvent l'appuyer quand il demande de plus grands pouvoirs économiques pour le gouvernement fédéral. Si le premier ministre veut trouver une explication, il n'a qu'à regarder les résultats que lui et son gouvernement ont obtenus. Depuis dix ans, les Canadiens demandent au gouvernement quels sont nos objectifs nationaux, quelle est notre stratégie industrielle et quelle est notre politique de développement économique. Avons-nous un ensemble d'objectifs cohérents? Nous n'en avons pas, comme je l'ai déjà signalé. En fait, les réalisations du gouvernement et l'économie ont suivi un cours contraire à celui que le gouvernement s'était fixé comme objectif.

Les citoyens s'en rendent compte et au fur et à mesure que se présentent des questions d'ordre constitutionnel et qu'ils cherchent à déterminer à qui accorder plus de pouvoirs—au gouvernement fédéral qui, en dix années, a administré le pays de façon chaotique, à coup de mesures spéciales et d'échecs, ou aux gouvernements provinciaux qui comprennent un peu mieux les Canadiens et leurs besoins et dont la façon d'administrer n'a pas été caractérisée de manière aussi regrettable que leur contrepartie fédérale—l'on tend naturellement à vouloir donner leur chance aux gouvernements provinciaux puisque, de toute évidence, le gouvernement fédéral a lamentablement échoué. Pour expliquer ce paradoxe apparent où les gens avouent croire d'une part en un Canada fort et uni et d'autre part vouloir donner de plus grands pouvoirs aux provinces, il n'est pas nécessaire de chercher plus loin et je me demande à quel point le débat sur les questions d'ordre constitutionnel aurait été différent aujourd'hui si au lieu de cet échec flagrant en matière de politique économique et de stratégie industrielle, le gouvernement avait fait preuve de cohérence, de dynamisme, de justice, et d'autres qualités et qu'il ait suivi la stratégie arrêtée.